



Rapport sur la situation sociale et économique du Mali

L'année 2002 a été marquée par deux événements majeurs : l'organisation de la coupe d'Afrique des Nations 2002 et des élections législatives et présidentielles. La réussite de ces deux événements a certainement contribué à l'apaisement du climat social le long de l'année.

Au point de vue de la géopolitique internationale, peu d'évolution en début d'année compte tenu, d'une part, de la libération du poste de président en exercice de la CEDEAO et de l'UEMOA que le président sortant occupait depuis deux ans et d'autre part des échéances politiques et sportives internes.

1. Contexte politique et social

L'année 2002 a été abordée avec beaucoup d'appréhension au niveau des populations compte tenu des échéances sportives et surtout politiques. Le pouvoir sortant s'est efforcé de donner des assurances ; mais, étant donné que l'année qui venait de s'achever été marquée d'abord par une crise agricole et par des discussions tendues avec les syndicats de certaines corporations (enseignants, policiers, producteurs de coton...) alors que des engagements avaient été pris avec les bailleurs de fonds d'opérer des réformes structurelles, l'inquiétude ne pouvait se dissiper spontanément.

Cependant, la réussite dans l'organisation du premier événement de l'année, la Coupe d'Afrique des Nations 2002 a donné le ton d'une année apaisée.

1.1. Événements majeurs

En 2002 le Mali a fait face à deux événements majeurs : la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de foot-ball et les élections législatives et présidentielles.

Le premier a été un succès au point de vue sportif et culturel. Toutefois, sur le plan économique, le bilan reste mitigé. En effet, si plusieurs infrastructures ont été mises en place en prévision de l'événement, permettant des créations d'emplois temporaires, les retombées économiques ont été globalement maigres. En outre, le coup sur les finances publiques ont été énormes, environ 150 milliards de FCFA.

Pour ce qui est des élections, elles se sont déroulées dans le calme, même si des insuffisances ont été relevées de même que des taux de participation très faibles. En effet, plusieurs voix ont été annulées durant le premier tour des élections présidentielles pour insuffisances notoires dans le déroulement des votes et le dépouillement des résultats. De même, pour vice de forme lors de législatives, les votes ont été totalement annulés dans 8 circonscriptions du pays (dont 7 à Sikasso et 1 à Kidal), ce qui a amené la reprise des élections dans lesdites circonscriptions.

1.2. Contexte politique

L'année 2002 peut être qualifiée d'une année d'une douce passation de pouvoirs. En effet, malgré les risques réels suscités par certaines imperfections constatées dans l'organisations des consultations électorales, la classe politique dans sa quasi totalité a prôné l'apaisement et la recherche du consensus. Ce qui permit le changement en douce à la tête de l'Etat et du pouvoir législatif.

En effet, toutes les formations politiques ont participé aux élections présidentielles et législatives avec une configuration en six groupes parlementaires:

- Coalition ARD 59 sièges, dont 50 ADEMA (parti de l'ancien Président)
- Coalition Espoir 2002 66 sièges, dont 46 RPM, 13 CNID et 5 MPR
- Coalition ACC 10 sièges
- Indépendants 6 sièges
- SADI 6 sièges

Actuellement, la configuration de l'Assemblée Nationale est telle qu'aucune mouvance n'a la majorité absolue, ce qui a permis au chef de l'Etat de mettre en place un gouvernement de consensus où les mouvances se retrouvent avec la présence de la plupart des grandes formations politiques. Cette situation inédite au Mali depuis l'avènement de la démocratie pluraliste a eu permis une accalmie du climat politique, voire social.

Par ailleurs, le gouvernement actuel comprend 28 membres, dont 7 ministres délégués, contre 22 portefeuilles de ministres dans le gouvernement sortant. En outre, le nombre de femmes au gouvernement est passé de 6 à 4 et à l'Assemblée Nationale de 18 à 14 députés.

1.3. Contexte social

De 1994 à 2002, l'économie malienne a réalisé un taux de croissance annuelle moyenne d'environ 5%. Cette croissance soutenue devrait permettre une amélioration sensible des indicateurs sociaux. Mais, même si beaucoup d'infrastructures sociales (de santé, d'éducation, d'eau, d'assainissement...) ont été mises en place, les indicateurs sociaux sont encore à des niveaux alarmants :

- Taux de croissance démographique: 2,2%;
- Population ayant accès aux soins de santé primaires , 94% ;
- Population ayant accès à un centre de santé à moins de 15Km, 59% et à 5Km, 36% ;
- Taux de mortalité infantile, 123 pour 1000;
- Taux de malnutrition des enfants, 24,5%;
- Espérance de vie en 1998: 56,8 ans;
- Indice synthétique de fécondité: 6,7;
- Taux brut de scolarisation: 50%;
- Taux scolarisation dans l'enseignement fondamental, 50,3%
- Taux brut de scolarisation (7-12 ans), 53,9% pour l'ensemble, 44,4% pour les filles et 63,6% pour les garçons;
- Taux d'alphabétisation des adultes: 29,1%;
- Taux d'alphabétisation des adultes masculins: 48,3%;
- Taux d'alphabétisation des adultes féminins: 12,1%;
- Indicateur de Développement Humain (IDH): 0,33 en 1998 ; 0,34 en 1999;
- Indicateur de Pauvreté Humaine en 1998 : 56,3% ;
- Incidence de la pauvreté: 69% en 1998; et 64,2% en 2001;
- Profondeur de la pauvreté : 31% en 1998 et 44% en 1999;
- Sévérité de la pauvreté: 17,3% en 1998 et 24,4% en 1999;

Pour améliorer les conditions de vie des populations, le gouvernement a élaboré un ensemble de programmes (Programme Décennal de l'Education, Programme de Développement Socio-Sanitaire, Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté,...) permettant un meilleur accès aux services de bases et une réduction de la pauvreté. Ces

différents programmes sont mis en cohérence dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP 2002-2006) qui est le cadre unique de référence en matière de politiques publiques à moyen terme.

2. Situation économique intérieure

Après une année morose, les activités économiques ont connu un rebond en 2002. Cette situation est liée essentiellement à la très bonne campagne agricole 2001/2002 et à la forte augmentation de la production minière.

1.1. Performances Macro-économiques

Depuis 1994, année de la dévaluation du FCFA, l'économie malienne connaît une croissance relativement soutenue autour d'une moyenne de 5%. Si l'année 2001 a été celle où l'économie a réalisé le plus faible taux de croissance, 1,5%, en raison principalement de la baisse drastique de la production cotonnière, l'année 2002 peut être considérée comme celle d'un rebond économique. En effet, le taux de croissance du PIB réel a atteint 9,6%, malgré les conséquences de la crise ivoirienne sur les activités économiques durant les quatre derniers mois de l'année. Trois filières sont les principaux facteurs de cette bonne performance :

- la forte augmentation (135%) de la production de coton;
- la bonne tenue de la filière céréalière dont la production a augmenté de 10% en raison d'une pluviométrie adéquate durant la campagne 2001/2002 ; et
- la forte augmentation de la production d'or, 17%, contrairement aux prévisions, en raison de la réévaluation de la teneur de certaines mines et du léger redressement des cours.

Cependant, les difficultés d'approvisionnement du marché national en produits alimentaires en raison de la baisse de la production céréalière pendant la campagne 2002/2003 et de la crise ivoirienne ont quelque peu entraîné une augmentation de l'indice des prix à la consommation. Toutefois, le taux d'inflation en 2002 s'est maintenu à 5%, contre 3% en 2001. Mais, si la crise se prolongeait en 2003, l'effet serait plus important, étant donné que 70% à 80% du trafic international transite par la Côte d'Ivoire, alors que les nouveaux corridors commerciaux ont du mal à prendre la relève de l'axe Bamako/Abidjan et imposent des délais et des coûts plus importants. Dans ce cas, le taux de croissance initialement prévu à 0,2% se ramènerait à -0,2% et le taux d'inflation serait de 3,3% contre 3,2% prévu.

Au niveau monétaire, une expansion modérée de la liquidité a été observée avec un relèvement du taux de réserves obligatoires des banques commerciales à la BCEAO de 3% en 2001 à 9% en 2002, ce qui a en partie permis de résorber les réserves excédentaires de celles-ci et contenir la poussée inflationniste qui avait commencé à se faire sentir. Une augmentation de 21% des crédits à l'économie a été constatée, mais l'effet sur la masse monétaire a été en partie résorbé par une baisse des prêts nets au gouvernement ; d'où la position nette du gouvernement s'est aussi améliorée.

En plus des trois principaux produits qui ont été déterminants dans la performance réalisée en 2002, c'est l'ensemble des branches et secteurs de l'économie qui a connu un rebond tel que décrit ci-dessous.

1.2. Performances des branches et secteurs économiques

Les différentes branches se sont relativement bien portées en 2002 même si les effets de la crise ivoirienne ont été plus ou moins sentis d'une branche à l'autre à l'exception de la branche transports et télécommunication.

En fait, la branche Transports et télécommunication a dû étendre ses activités et diversifier les corridors afin d'assurer un approvisionnement du marché intérieur après la fermeture de l'axe principal d'approvisionnement (Bamako/Abidjan) En effet, alors qu'une croissance de 7,7% était prévue pour cette branche, la crise a entraîné une suractivité durant les 4 derniers mois pour passer à un taux de 8,1%. Un prolongement de la crise pourrait occasionner des acquisitions d'équipements plus adéquats pour cette branche permettant un meilleur approvisionnement du pays. Un taux de croissance de 16,6% est prévue dans cette perspective. Il est toutefois à noter que la sous branche télécommunication a aussi connu un rebond en 2002 suite à l'extension du réseau national des télécommunications (SOTELMA, Malitel) destinée à faire face à la coupe d'Afrique des Nations 2002.

La branche la plus touchée est celle des droits et taxes à l'importation qui est passée d'une prévision de 17,8% à 4,3% sous l'effet de la crise. Cela est un des effets immédiats de la baisse des importations entraînée par la fermeture de la frontière ivoirienne. En outre, les mesures prises par les autorités nationales ont plutôt visé à amortir les surcoûts occasionnés par l'ouverture de nouveaux corridors moins fluides en accordant des facilités administratives et des subventions fiscales ; celles-ci ont ainsi pesé négativement sur les ressources fiscales de porte pour l'Etat. Mais, une reprise de cette branche est prévue en 2003, (13,6%), même dans le cas d'un prolongement de la crise, en raison d'un développement des nouveaux corridors accompagné d'un accroissement important des capacités des infrastructures et des équipements de transports.

La branche BTP a aussi subi des effets négatifs, s'agissant principalement des matériaux de construction assez lourds (ciment, fer à béton, carreaux, faïences, matériaux de plomberie...), on est passé d'une prévision de 4,5% à une réalisation de -3,8% avec une perspective pour 2003 de 1,8%. C'est la seule branche qui a accusé une croissance négative en 2002 suite la crise. Elle dénote la forte dépendance du Mali vis à vis de l'extérieur, notamment de la Côte d'Ivoire, dans ces produits. Un constat d'arrêt d'activités a été fait sur plusieurs gros chantiers pendant les premières semaines de la crise et jusqu'à maintenant aucune solution viable n'est pas trouvée. Il est à noter que cette branche a été depuis la dévaluation en 1994 celle qui a maintenu un taux de croissance annuelle constamment au dessus de 6% tout en étant l'une des plus grandes pourvoyeuse d'emplois et de revenus.

La branche commerce a moins subi la crise au regard de l'effet net en termes de valeur, on passé d'une prévision de 6,5% à 5,9%. Toutefois, il serait judicieux de tenir compte de l'effet d'absorption par la hausse des prix. En effet, la baisse des quantités échangées est en partie compensée par la hausse des prix, notamment durant le quatrième trimestre 2002. Une petite reprise est attendue pour 2003, mais celle-ci restera fortement corrélée avec la performance dans d'autres branches, notamment celles des produits de l'agriculture vivrière et surtout celle du coton.

S'agissant des branches agricultures et mines, les performances ont été bonnes dans l'ensemble et la crise a eu peu d'effet.

La plus touchée parmi ces branches est celle de l'élevage compte tenu du fait que les exportateurs passant quasi exclusivement par la Côte d'Ivoire n'ont pu trouver de solution après la fermeture des frontières ; les animaux étant exportés sur pieds. La prévision de croissance était de 1,2% et la réalisation fut de 0,9%. Il est à noter que cette branche connaissait déjà une certaine morosité constatée quelques années après la dévaluation du FCFA dont l'effet immédiat était un « destockage » massif donnant l'impression d'un élan de croissance. En fait, en dehors de la crise ivoirienne, les réalisations sont faibles par la mauvaise organisation de la filière bétail-viande. Au niveau des effectifs, c'est plutôt au niveau des ovins et caprins qu'il y a un certain dynamisme avec un taux de croissance annuelle de 5% de 1997 à 2001 et 3% en 2002. Pour les effectifs de bovins, les taux sont faibles durant cette période, voire négatifs (-1% en 2000) avec un petit rebond en 2001 (6%) pour renouer avec la tendance en 2002 avec 1%.

Pour la branche agriculture vivrière la croissance (9,7% en valeur) a été déterminante, comme déjà signalé, dans la performance macro-économique réalisée en 2002 et les cultures céréalières ont été pour beaucoup à l'origine. En fait, les principales cultures céréalières (riz, mil, maïs, sorgho) ont connu une croissance en volume de 20,6% en 2002 après des taux de 18,8% en 1999, 16% en 2000 et -18,7% en 2001. Ces cultures ont une grande importance dans la stabilisation des prix à la consommation.

Quant à la branche agriculture industrielle (coton et arachide principalement), la valeur de la production s'est accrue de 101,2% en raison principalement la production record de coton suite à une bonne pluviométrie et d'un relèvement des prix aux producteurs de 175FCFA à 200FCFA le kilogramme.

Enfin, pour ce qui est de la branche mine (or), au delà d'un redressement des cours pendant l'année, la production a atteint un record avec 58,9 tonnes. Ce produit n'a pas encore subi les effets directs de la crise ivoirienne compte tenu du fait que le circuit d'exportation ne passe pas par ce pays ; ce sont les équipements et les hydrocarbures qui pourraient transiter par le port d'Abidjan. Il s'est trouvé que les grandes sociétés minières avaient constitué des stocks de précaution suffisants pour surmonter de tels risques.

La dynamique des branches explique logiquement celle des trois secteurs économiques. Le secteur primaire a réalisé une performance record depuis 1994 avec un taux de croissance de 26%, alors que l'année précédente ce taux n'était que de 1% et le précédent record 13% réalisé en 1998. Quant au secteur secondaire, le taux en 2002 est de 9% contre 34% en 2001 et 18% en 2000. Cette forte croissance s'explique principalement par l'effervescence dans le secteur minier où les taux d'accroissement annuels des quantités exploitées ont été constamment de 2 chiffres depuis 1997 ; celui de 2001 a été de 90%. Enfin, le secteur tertiaire a eu une performance modeste avec 4% contre 6% en 2001.

S'agissant des parts relatives dans le PIB, le secteur primaire, avec 39,9%, reprend sa première place qu'il avait perdue depuis 1997 au profit du tertiaire. Celui-ci revient à la deuxième place avec 37,9% contre 41,1% en 2001. Enfin, malgré le dynamisme apparent signalé précédemment, le secteur industriel reste le talon d'Achille de l'économie malienne. En effet, non seulement la part du secteur dans le PIB est toujours inférieure au ¼ (23,7% en 2002 et 24,1% en 2001), mais en plus, sa branche manufacturière qui indique un véritable processus industriel reste dérisoire avec à peine 8% du PIB. En outre, le secteur minier est constitué de quelques enclaves tournées vers l'extérieur avec des activités en amont utilisant peu la main d'œuvre locale. Toutefois, l'importance des ressources fiscales et de royalties que génère ce secteur reste capitale pour les finances publiques du Mali ; il est de même pour les recettes d'exportations d'or sur la balance des paiements.

1.3. Finances publiques

Le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son programme économique en 2002 dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la pauvreté et pour la Croissance (FRPC), ce qui a permis la réduction des déséquilibres internes et externes malgré environnement international difficile et aggravé par la crise ivoirienne. Le gouvernement a pris des mesures pour contenir le solde du budget global (dons exclus) à -10% du PIB contre -10,3% prévu. S'agissant du solde budgétaire de base, elle a été de -1,9% du PIB contre -3,4% prévu. L'amélioration par rapport aux prévisions provient à la fois d'une contraction de certaines dépenses parallèlement à l'amélioration des recettes. Effet, selon les données disponibles, la crise en Côte d'Ivoire aurait entraîné un manque à gagner au niveau des recettes de 14,201 milliards de FCFA dont 8,599 milliards en termes de recettes douanières et 5,6 milliards en termes d'impôts internes. Ainsi, en anticipation aux conséquences de la crise ivoirienne, l'exécution du budget a été prudente. Cette prudence a permis de réduire les dépenses effectives (en dehors de celles destinées à la réduction de la pauvreté des ressources PPTÉ) d'un montant équivalent à 0,4% du PIB par rapport aux prévisions alors que les recettes se sont améliorées en raison des ressources fiscales pétrolières et des dividendes des compagnies minières plus importantes. Ces ressources ont plus que compensé la baisse des décaissements au titre de l'aide budgétaire (21,2 milliards de FCFA) par rapport aux prévisions (34,7 milliards) Enfin, selon les indicateurs préliminaires, le manque à gagner de recettes fiscales d'environ 0,8% du PIB à cause de la crise ivoirienne pourrait être compensé en partie par les dividendes de compagnies minières plus importantes que prévues suite aux remboursements partiels des crédits TVA dus au secteur. En outre, le déficit du solde budgétaire global a été couvert sans avoir recours au système bancaire grâce principalement au produit plus important que prévu issu de la vente d'une seconde licence d'exploitation du réseau téléphonique (29,2 milliards contre 11 milliards).

Ainsi, il ressort de ce tableau une tendance à l'amélioration des soldes budgétaires. Toutefois, le Mali (comme la plupart des pays de l'UEMOA) a eu du mal à respecter en 2002 certains critères de convergence communautaire, comme le montre le tableau ci-dessous.

En fait, jusqu'à 2000, le Mali respectait 6 sur 7 critères de convergence communautaire ; le seul à défaut était la proportion de « l'encours de la dette publique extérieure par rapport au PIB nominal » ; cette proportion était de 94,5% en 2000, 99,1% en 2001 et 91,1% en 2002. En 2001, un autre critère non respecté s'est ajouté, « le solde budgétaire de base » est devenu négatif et en 2002, un troisième critère non respecté, « la part des recettes fiscales par rapport au PIB » est descendue au-dessous des 15%. Si la crise cotonnière explique en grande partie le déficit du solde budgétaire de base en 2001, la crise ivoirienne est le principal facteur de la baisse du niveau des recettes fiscales au-dessous de 15% du PIB avec un impact certain sur les relations économiques et financières avec l'extérieur.

Evolution des indicateurs de convergence budgétaire

Années	Unité	Norme	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
Salaires et traitements en % des recettes fiscales (Recettes Fiscales)	%	<=35%	28,9%	27,4%	27,8%	31,3%	29,6%	29,9%
Dépenses en capital sur financement intérieur % des Recettes Fiscales	%	>=20%	16,3%	20,2%	22,2%	25,7%	24,0%	23,7%
Recettes fiscales' sur PIB en %		>=17 %	13,8%	13,9%	14,1%	13,0%	15,4%	14,3%
Solde budgétaire de base en % du PIB	%	>=0	2,6%	2,7%	1,6%	0,5%	-0,6%	-3,4%
Encours de la dette publique extérieure/PIB nominal en %	%	<=70	113,5%	105,7%	96,8%	94,5%	99,1%	91,2%
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante	Mds CFA	0	0,0	0,0	2,4	13,3	0,0	0,0
Accumulation des arriérés de paiement intérieurs	Mds CFA	<=0	0,0	0,0	2,4	13,3	0,0	0,0
Accumulation des arriérés de paiement extérieurs	Mds CFA	<=0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3. Relations économiques et financières extérieures

On note une nette amélioration des soldes des différentes balances en 2002 à l'exception de celle des revenus des facteurs primaires en raison de l'augmentation des dividendes des sociétés minières distribuées aux investisseurs non-résidents.

3.1. Echanges Extérieurs

Le déficit de la balance commerciale s'est réduit de plus de la moitié passant de 194,6 milliards en 2001 à 96,9 milliards en 2002, soit de plus de 10% à moins de 5% du PIB. L'amélioration est due au fort accroissement des exportations (environ 25% en valeurs FOB) parallèlement à une faible augmentation des importations (2% en valeurs CAF), ce qui a aussi permis le passage du taux de couverture des importations par les exportations de 73,2% en 2001 à 86,9% en 2002.

Quant à la balance courante des paiements, certes celle-ci est structurellement déficitaire, mais le déficit s'est réduit passant de 11,4% à 10,4%. L'amélioration de la balance commerciale est à l'origine de cela, car pour ce qui est de la balance des transferts des revenus, la situation s'est dégradé en 2002 suite à une forte augmentation des transferts des dividendes payés par les société minières. Le déficit de la balance des revenus est estimé à environ 6% du PIB. Cependant, l'effet des flux des investissements miniers devrait compenser les transferts massifs de revenus au niveau des opérations en capital.

E - Échanges Extérieurs et balance de paiements

Années	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	Moyenne	2 002
PIB à prix courant en milliards de F CFA	1 422,9	1 593,6	1 670,7	1 741,7	1 927,4	1 671,3	2 131,1
Importations CAF	433,4	448,1	507,2	573,5	725,0	537,4	741,6
Variation annuelle		3%	13%	13%	26%	-26%	2%
Exportations FOB de biens	327,7	328,1	351,6	388,1	530,4	385,2	644,7
Variation annuelle		0%	7%	10%	37%	-27%	25%
Balance commerciale	-105,7	-120,0	-155,6	-185,4	-194,6	-152,3	-96,9
Solde Balance Commerciale en % du PIB	-7%	-8%	-9%	-11%	-10%	-9%	-5%
Taux de couverture Export./Import.	75,6%	73,2%	69,3%	67,7%	73,2%	71,8%	86,9%
Balance courante	-104,1	-122,8	-155,8	-181,2	-219,2	-156,6	-222,1
Balance courante en % PIB	-7,3%	-7,7%	-9,3%	-10,4%	-11,4%	-9,2%	-10,4%
Importations FOB de biens	318,5	329,3	372,8	421,5	533,1	395,0	545,3
Balance commerciale FOB-FOB	9,2	-1,2	-21,2	-33,4	-2,7	-9,9	99,4

3.2. Bilan des capitaux et des opérations financières extérieures

Les balances des capitaux et des opérations financières ont toujours été toujours d'un apport déterminant dans l'équilibre de la balance des paiements du Mali en raison d'un flux important d'aide publique au développement, malgré une tendance à la baisse et d'un afflux notable d'investissements directs étrangers.

Pour 2002, les données (non encore consolidées) indiquent un flux net de transferts de capital de 80 mrds dont 78 mrds au profit des administrations publiques. Quant aux opérations financières, on note un flux important d'investissements directs étrangers (IDE) principalement dans les mines et dans le secteur des télécommunications suite à la vente d'une nouvelle licence d'exploitation du réseau téléphonique. Les données préliminaires donnent un flux net d'IDE de 71 mrds et 4,2 mrds d'investissement de portefeuilles. En outre, il est à noter un flux important d'investissements étrangers à travers les structures publiques (budgets, projets...) d'un montant net d'environ 76 mrds. Au titre des financements exceptionnels, le Mali a bénéficié d'un allègement de sa dette PPTE de 29 mrds en 2002.

Ainsi, les balances des capitaux et des opérations financières arrivent, comme la plupart du temps, à compenser le déficit de la balance des paiements courants pour dégager un solde global excédentaire pour la balance des paiements.

Conclusion

L'année 2002 a été à la fois celle d'une accalmie politique et sociale et celle d'une bonne performance économique. Elle a marqué une rupture avec 2001 au plan social, politique et économique et cela, malgré la crise ivoirienne qui quelque peu ralenti les activités économiques durant le dernier trimestre.

Toutefois, il est à noter que les performances économiques gardent un caractère éphémère en raison de l'importance des produits peu élaborés tant dans la composition du PIB que des exportations du pays. Le faible niveau d'élaboration des produits fait que les bases de la croissance qui sont les productions agricoles et minières restent fondamentalement fragiles en raison des aléas climatiques et des fluctuations des cours internationaux.